

Quand l'histoire nationaliste devient mythe et propagande : Gilles Gougeon, Histoire du nationalisme québécois. Entrevues avec sept spécialistes. Montréal, VLB Éditeur et la Société Radio-Canada, 1993, 171 p.

Michael D. Behiels

Les intellectuels et la politique dans le Québec contemporain. Actes du colloque du 20 mai 1994

Volume 3, Number 1, Fall 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063457ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063457ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Behiels, M. (1994). Review of [Quand l'histoire nationaliste devient mythe et propagande : Gilles Gougeon, Histoire du nationalisme québécois. Entrevues avec sept spécialistes. Montréal, VLB Éditeur et la Société Radio-Canada, 1993, 171 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 3(1), 115–123.
<https://doi.org/10.7202/1063457ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

QUAND L'HISTOIRE NATIONALISTE DEVIENT MYTHE ET PROPAGANDE

Gilles Gougeon, HISTOIRE DU NATIONALISME QUÉBÉCOIS.
ENTREVUES AVEC SEPT SPÉCIALISTES.

Montréal, VLB Éditeur et la Société Radio-Canada, 1993, 171 p.

Michael D. Behiels

Université d'Ottawa

Avec la dégringolade de l'Union soviétique on assiste à l'explosion du nationalisme ethnique partout en Russie et en Europe centrale pour ne rien dire des pays des Balkans. Les intellectuels, en particulier les historiens, de ces diverses collectivités ethno-culturelles ont tendance à inventer et à propager toutes sortes de mythes ethniques et nationaux pernecieux pour justifier l'oppression et même le «nettoyage ethnique» des minorités au sein de leurs territoires «sacrés» respectifs. Selon Eric Hobsbawm, professeur émérite d'histoire économique à l'Université de Londres, les idéologies de l'intolérance sont basées la plupart du temps sur des anachronismes historiques plutôt que sur des simples mensonges ou des fictions. Beaucoup d'auteurs de romans contemporains sont en train d'effacer la frontière entre faits et fiction. Cette approche est encouragée par l'idéologie post-moderniste selon laquelle tous les «faits» qui témoignent d'une existence objective ne sont que des vues de l'esprit. Il est plus important que jamais, déclare Hobsbawm, que les historiens démontrent «a responsibility to historical facts in general, and for criticizing the politico-ideological abuse of history in particular¹.»

Voici notre avenir authentiquement post-moderne! On consomme bien du café instantané. Pourquoi pas, maintenant, consumer des livres instantanés? C'est si facile et tellement chic, n'est-ce pas, de recycler des entrevues faites pour le petit écran en forme de bouquin imprimé sur du papier recyclé. Si notre ancien premier ministre devient millionnaire de nouveau en recyclant ses mémoires préparés principalement pour la télé, la

même formule va peut-être nous aider à défrayer les déficits des maisons d'éditions et de la Société Radio-Canada!

Il faut perdre de telles illusions. Ce ne sont pas des entrevues — Radio-Canada, *Le Point*, du 21 au 24 janvier 1992 — avec sept spécialistes, six historiens et un politicologue, malgré leurs préjugés et leurs parti pris nationalistes et même séparatistes, qui vont attirer des foules de lecteurs. Des entrevues à la télé, basées principalement sur des questions de stratégies axées presque exclusivement sur des préoccupations présentes plutôt que sur la réalité historique, ne créent pas un climat de crédibilité historique tellement essentiel pour les spectateurs qui ne connaissent à peu près rien du contexte historique. Il est inexcusable que Radio-Canada, société d'État, dans une période intense de négociations constitutionnelles avant le référendum d'octobre 1992, ait diffusé quatre assez longues émissions sur un sujet si controversé sans avoir assuré l'équilibre idéologique des participants ainsi qu'une approche historique qui aurait évité une telle distorsion de la réalité bien complexe de l'évolution des nationalismes canadien-français et québécois depuis le 18^e siècle. Lorsque l'animatrice Gilles Gougeon essaie de transmettre, sans changements majeurs de sa part et de ses spécialistes, les résultats de ces entrevues sous forme de livre, le manque de crédibilité et de véracité historique saute encore plus aux yeux. En fait, les émissions et le livre constituent en vérité une forme, pas très subtile, de propagande idéologique qui aurait dû être subventionnée par les mouvements nationalistes et les partis séparatistes et non par une société d'État.

Les autorités de la Société Radio-Canada auraient dû sauvegarder, au moins, la crédibilité générale du projet en insistant pour que Gougeon inclue parmi ses spécialistes des historiens et des politicologues qui sont bien connus comme critiques des nationalismes québécois, anciens et modernes. Certainement, pour assurer un juste équilibre des diverses interprétations, des historiens de grande réputation, tels que Pierre Savard, Jean Hamelin et Fernand Ouellet, ainsi que Stéphane Dion, politicologue à l'Université de Montréal, auraient dû être inclus dans la série. Même après une critique sévère sur ce point par William Johnson dans *The Gazette*², Gougeon se vante encore d'avoir choisi sept des meilleurs spécialistes concernant l'histoire du nationalisme québécois.

Ce qui manque comme préalable à cette série d'entrevues sur l'histoire du nationalisme québécois, c'est une distinction très essentielle entre le nationalisme civique et le nationalisme ethnique. Selon Michael Ignatieff, les protagonistes d'un nationalisme civique conçoivent la nation/État comme

une communauté de citoyens jouissant de droits égaux et unis par un attachement patriotique aux mêmes valeurs tout en partageant des pratiques politiques nécessairement démocratiques. En bref, la nation/État est composée de tous ceux et celles qui souscrivent au credo politique de cette nation/État. Le nationalisme ethnique, qui selon Ignatieff a ses origines dans le romantisme allemand du 19^{ème} siècle, maintient que ce n'est pas l'État qui fait la nation mais la nation qui fait l'État. Ce qui donne l'unité à cette forme de nation, ce qui en fait un objet d'attachement passionné, ce ne sont pas des droits communs imposés par l'État, mais, primordialement, les caractères ethniques pré-existants du peuple. Pour le protagoniste du nationalisme ethnique, il est essentiel qu'il y ait fusion entre la nationalité dominante et l'État construit pour défendre et promouvoir cette nationalité³.

Pour qui connaît un peu l'historiographie de la période de la Conquête à la Constitution de 1791, il est bien évident que Robert Lahaise adopte pour sienne, avec très peu de modifications, la thèse de l'école néo-nationaliste de Montréal, c'est-à-dire des Michel Brunet, Guy Frégault et Maurice Séguin, des années 1950 et 1960. Comme eux, il exagère la différence entre Français métropolitains et Canadiens de souche nord-américaine et il sous-estime la stratification sociale de la société d'ancien-régime. Il fait mention de l'historien Fernand Ouellet en passant mais refuse nettement de discuter sa thèse selon laquelle tout l'Ancien Régime, y inclus la stratification sociale et le régime seigneurial, et non la Conquête de 1760, constituent le fondement principal des problèmes socio-économiques et politiques de la société francophone du Québec. Même lorsqu'il défend la thèse qu'une nation canadienne existait avant 1760, Lahaise perçoit la Conquête de 1760 comme un vrai désastre. Selon lui, «il y a le sevrage prématuré d'avec l'ex-métropole et l'inévitable repli qui s'ensuit. La Nouvelle-France — contrairement aux affirmations de certains qui s'improvisent historiens — est ruinée.» (p. 35) Le mythe de la Conquête est perpétué parce qu'il sert très bien le programme politique des séparatistes du Québec contemporain.

Jean-Paul Bernard, souscrivant lui aussi à l'école de Montréal, donne un survol assez simpliste et a-historique de la période de 1791 à 1867. Il néglige complètement la période de 1791 à 1820 et évite ainsi de discuter la thèse de Fernand Ouellet sur les origines socio-économiques du nationalisme petit-bourgeois de Louis-Joseph Papineau et de son Parti patriote. Bernard n'explique pas la différence fondamentale entre le projet de société, basé sur les institutions d'Ancien Régime, proposé par Papineau et ses collègues et celui avancé par les marchands et les bureaucrates britanniques, fondé sur

la commercialisation de l'économie, y compris l'agriculture alors en pleine crise. Dans une distorsion historique flagrante et même un peu sérieuse, il proclame que le projet de société du Parti patriote «ressemblait davantage au Parti Québécois qu'à l'Union nationale.» (p. 39) Bernard interprète les rébellions de 1837-38 presque exclusivement comme un conflit politique entre les autorités Britanniques qui défendent un régime colonial désuet et les Patriotes qu'il peint comme des vrais démocrates politiques poursuivant leur rêve de bâtir une république canadienne de style américain sur les bords du St-Laurent. Son approche simpliste et sélective n'aide pas le lecteur à bien comprendre pourquoi la grande majorité des habitants ont refusé de suivre Papineau dans sa rébellion. En négligeant systématiquement les facteurs socio-économiques domestiques et internationaux, Bernard décrit le nationalisme du Parti patriote comme étant civique, libéral et tolérant des autres nationalités alors que plusieurs historiens le voient comme fondamentalement ethnique, conservateur et exclusif. De cette façon, il peut facilement décrire le nationalisme des petits-bourgeois et du clergé d'après 1840, sauf pour les Rouges, comme ethnique, conservateur, intolérant et clérical.

Sans équivoque, la meilleure contribution à cette série d'entrevues vient de Réal Bélanger qui explique la période de 1867 à 1917. Il fait un effort pour être aussi objectif que possible et insiste sur le point suivant: il faut toujours parler des nationalismes canadien-français et non simplement d'un nationalisme homogène. Chose curieuse, il refuse de faire référence à l'étude historique d'Arthur Silver intitulée *The French-Canadian Idea of Confederation, 1864-1900* (Toronto: 1982). Sans doute, c'est parce que Bélanger prend pour acquise, sans sentir le besoin de la démontrer, la thèse selon laquelle la nouvelle constitution de 1867 était «un pacte entre des provinces et un gouvernement central, mais aussi un pacte aussi entre ces deux peuples fondateurs du Canada.» (p. 53) L'étude de Silver démontre très clairement au contraire que la théorie de ces deux pactes ne faisait partie intégrale de la Loi constitutionnelle de 1867. Ces pactes étaient plutôt le résultat des conflits entre Ottawa et les provinces, premièrement sur l'interprétation de la division des pouvoirs entre les deux niveaux de gouvernement, et deuxièmement autour des minorités acadienne et canadiennes-françaises dont les francophones du Québec ont découvert l'existence seulement après 1870. Ces batailles en faveur des droits linguistiques et des écoles catholiques pour les minorités canadiennes-françaises ont produit deux courants de nationalisme. Jules-Paul Tardivel, petit-bourgeois, ultramontain, conservateur, et séparatiste après la

pendaison de Louis Riel, prônait la création d'une nation/État catholique au sein de l'Empire britannique pour défendre la nationalité francophone contre l'assimilation tant par le Canada Anglais que par les États-Unis. D'autre part, Henri Bourassa, qui partageait en grande partie les valeurs catholiques et conservatrices de Tardivel, prônait l'établissement d'un Canada bilingue et biculturel d'un océan à l'autre. Bélanger aurait pu expliquer que Bourassa ne voyait aucun conflit entre son nationalisme civique pan-canadien et son nationalisme ethnique canadien-français parce que, comme démocrate libéral, il ne pouvait supporter l'idée d'une fusion entre la nationalité dominante sur tel ou tel territoire et l'État. Si Bélanger avait analysé la carrière politique de Wilfrid Laurier, premier ministre du Canada de 1896 à 1911, à travers la théorie des loyautés multiples, son jugement sur l'importance historique de Laurier, je crois, serait bien moins sévère, plus équilibré et plus juste. Le Canada français sous le leadership de Bourassa et Laurier et la crise de la conscription de 1917 ont assuré la défaite du nationalisme canadien britannique et de cette façon ont contribué à l'émergence d'un nationalisme civique pan-canadien fondé sur le pluralisme ethnique et le bilinguisme.

L'analyse que fait Pierre Trépanier du nationalisme intégral du chanoine Groulx et du mouvement de l'Action française des années vingt manque totalement d'objectivité historique. L'auteur tente de nous convaincre que Groulx avait une conception moderne de l'État quand on sait très bien que Groulx et ses collègues s'opposaient farouchement à l'État-providence. Le seul rôle qu'il réservait à l'État nationaliste futur du Québec c'était «la neutralisation des effets néfastes ou des effets pervers de la "conquête"» (p. 91). Pour Groulx l'État avait la double mission de détruire le contrôle qu'exerçait la minorité anglo-canadienne de Montréal sur l'économie du Québec et de prévenir l'immigration des communautés ethniques et religieuses inassimilables tels les juifs. Une fois cette double mission accomplie, l'État-nationaliste du Québec avait la responsabilité de gouverner selon la théorie corporatiste qui laissait le pouvoir décisionnel entre les mains des élites francophones petites-bourgeoises et cléricales pour construire l'État nationaliste, intégriste, catholique et français. À son crédit, Robert Comeau souligne justement la prédominance de cette conception de société corporatiste chez Groulx et ses amis durant la crise économique.

Une bonne partie de l'entrevue de Pierre Trépanier portait sur la fameuse controverse autour du chanoine Groulx et la question juive. Trépanier, historien de la droite québécoise, profita de l'occasion offerte par Radio-Canada pour démentir la thèse proposée par Esther Delisle dans son

étude exhaustive sur l'antisémitisme au Québec durant les années trente⁴. Sa thèse faisant de Groulx un raciste antisémite fut répandue partout en Amérique du Nord par Mordecai Richler dans *The New Yorker*⁵ et ensuite dans son livre *Oh Canada! Oh Quebec*⁶, Trépanier joue sur les mots pour nier que Groulx était raciste ou antisémite doctrinaire. Il n'apporte aucune preuve historique. Selon Trépanier, Groulx croyait aux «civilisations supérieures à d'autres» et non à «une supériorité raciale fixée génétiquement», et il caractérise l'antisémitisme de Groulx comme du simple «antijudaïsme» rattaché à la religion. (pp. 99 et 102)

Se servant de la même stratégie que Pierre Anctil, un des deux membres du jury de cinq qui ont rejeté la thèse de Madame Delisle lors de sa soutenance à Laval⁷, Pierre Trépanier espère amoindrir et ainsi marginaliser la vague antisémite de la petite-bourgeoisie francophone et cléricale qui déferlait sur le Québec des années trente et de faire oublier chez le peuple cette période néfaste de leur histoire nationaliste. «For nationalists everywhere», nous rappelle Ramsay Cook, «forgetting the past is at least as important as remembering it. The scandal of Esther Delisle's book is its insistence on the remembrance of *all* things past⁸.»

C'est Richard Desrosiers qui fait l'analyse du nationalisme durant le règne de Maurice Duplessis, premier ministre du Québec de 1936 à 1959 sauf pour la période de la guerre. Il voit Duplessis comme le défenseur par excellence du *statu quo* politique et constitutionnel de la société et des institutions québécoises. Mais chose curieuse pour un historien contemporain, Desrosiers oublie de démontrer que ce sont les politiques économiques du gouvernement Duplessis, à la suite d'une longue tradition d'économie politique en place depuis la Confédération, qui ont sauvé le contrôle de l'économie québécoise par l'élite anglophone de Montréal. Duplessis aurait pu poursuivre les réformes mises en place par le régime d'Adélard Godbout durant la guerre. Ceci aurait pu accélérer le processus de modernisation de la société francophone et prévenir la nécessité de tout bouleverser après 1960. Une rupture trop complète et trop soudaine avec le passé a eu résultat pour beaucoup de sociétés d'instaurer une longue période d'instabilité idéologique, sociale, économique et politique. Même s'ils n'avaient pas la même perception du rôle ou même de la nécessité d'une idéologie nationaliste dans une société, les Cité libristes tels que P. E. Trudeau et Gérard Pelletier et les néo-nationalistes du *Devoir*, tels qu'André Laurendeau et Gérard Filion, étaient convaincus que le processus des réformes à tous les niveaux de la société devait être réalisé par étapes et de façon démocratique et non pas être imposé subitement par les nouvelles élites politiques et bureaucratiques⁹.

Les divers néo-nationalismes de la révolution «pas-si-tranquille», phénomène qui couvre la période de 1960 à 1980, sont analysés d'une façon assez simpliste par Desrosiers, Comeau, et Louis Balthazar. Peut-être parce que tous les gouvernements se vantaient d'être nationalistes, la discussion se concentre plutôt sur les politiques nationalistes que sur l'analyse des idéologies nationalistes et séparatistes. Desrosiers et Comeau nous rappellent que c'est Georges-Émile Laplame qui a inspiré le programme des libéraux de Jean Lesage en 1959. Mais ils oublient d'expliquer que la grande majorité des recommandations de Lapalme s'inspire des deux programmes de réformes élaborés par les néo-nationalistes et les Cité libristes des années cinquante. Si, selon Desrosiers, Lesage et plusieurs de ses collègues n'étaient pas nationalistes, il aurait dû expliquer clairement comment et pourquoi c'est le programme néo-nationaliste et non le programme néo-libéral qui a pris la relève au sein du gouvernement Lesage. Il aurait fallu discuter la thèse sur le rôle de la nouvelle classe moyenne publique et para-publique qui se sert de l'État pour déplacer, d'une part, l'Église catholique des institutions d'enseignement, de santé et de bien-être social, et d'autre part, pour renforcer le secteur privé francophone et bâtir Québec Inc. avec l'aide des sociétés d'État¹⁰. Une discussion du renouvellement du nationalisme sans référence aux classes sociales qui profitent directement ou indirectement de ce nouveau discours idéologique et politique n'explique vraiment pas grand chose et sert seulement à masquer l'histoire contemporaine du Québec. Paradoxalement, Desrosiers se sert d'une analyse socio-économique seulement lorsque cela l'aide à élaborer un nouveau mythe. Quoique le Parti Québécois ait perdu le référendum de 1980, Desrosiers prévoit un résultat positif dans un prochain référendum parce que «la rue Saint-Jacques est devenue plus nationaliste et militante que certains de nos universitaires» (p. 142). Il n'offre aucune preuve pour démontrer que les hommes d'affaires francophones sont convaincus que la séparation va les aider à surmonter les défis du libre échange nord-américain et la plus longue récession économique depuis la crise des années trente.

C'est bel et bien dans l'entrevue avec le politicologue Louis Balthazar qu'on voit comment les néo-nationalistes peuvent fausser la réalité pour forger un nouveau mythe nationaliste. M. Balthazar est convaincu qu'il y a une brisure complète avec le passé idéologique et que maintenant la grande majorité des Québécois francophones rejette le nationalisme ethnique. «Une conception de la nation canadienne-française assez frileuse, homogène, ethnique: le vieux concept du Canada français "pure laine", très lié avec la religion catholique» n'est plus celui, dit-il, de la majorité de francophones.

(p. 159) Il a été remplacé par une conception du nationalisme québécois qui se veut laïque, ouvert au monde, forcément territorial et francophone, avec une dimension multiethnique. Bref, selon lui la nouvelle forme du nationalisme québécois est civique et il prévoit, avec la séparation du Québec, l'émergence d'une nation-État unilingue francophone mais ouverte aux communautés ethnoculturelles.

Mais M. Balthazar, se contredisant, continue de parler d'appartenance à une même nation qui partage une même culture et ayant les mêmes habitudes de vie. En plus, en discutant la bataille pour le contrôle de l'économie québécoise il réfère à l'intervention de l'État aux fins de créer «un réseau proprement francophone québécois», comme si les hommes d'affaires anglophones et allophones n'étaient pas des entrepreneurs proprement québécois. Comme Desrosiers, il croit que l'existence actuelle d'une grande bourgeoisie francophone — Québec Inc. — va assurer le succès des souverainistes au prochain référendum. Paradoxalement, M. Balthazar maintient que l'instrument le plus significatif et le plus efficace dans la dissémination de ce nationalisme civique québécois indépendantiste est Radio-Canada. Comme société d'État fédérale, qui reçoit au moins quarante pourcent des fonds publics alloués à CBC, Radio-Canada a la responsabilité d'assurer les citoyens du Canada qu'elle n'est pas là pour être utilisée comme moyen de propagande pour la cause des mouvements nationalistes et séparatistes du Québec.

Enfin, il y a deux autres mythes pernicieux propagés par M. Balthazar. Dans le premier mythe, le premier ministre Trudeau aurait invité les Québécois à troquer leur nouvelle identité moderne liée à l'État-providence du Québec pour le bilinguisme canadien. Dans la tradition de Laurier, Trudeau croit toujours à la conception de loyautés multiples et il voulait tout simplement que les Québécois modernes puissent s'identifier à leur gouvernement fédéral et se sentir aussi bien chez eux à Vancouver qu'à Halifax sans pour le moins du monde abandonner leur fidélité profonde envers le pays ancestral des bords du fleuve St-Laurent qui s'appelle le Québec. Au rendez-vous avec le vingt-et-unième siècle il faut se rendre compte qu'on peut s'identifier comme citoyens de notre village, de notre centre urbain métropolitain, de notre province, de notre pays, de notre continent, et de la planète entière. Chose étrange, il y a beaucoup de souverainistes qui ont bien hâte de s'intégrer économiquement aux États-Unis sans aucune sauvegarde pour leur langue et leur culture tout en ayant moins peur de briser les liens économiques et politiques avec le reste du Canada dont la grande majorité des citoyens leur restent grandement sympathiques et dont

les institutions et les programmes fédéraux contribuent à la sauvegarde et la promotion des identités francophone et québécoise.

Notes

1. Eric Hobsbawm, «Ideologies of Intolerance», *The Ottawa Citizen*, 23 janvier 1994.
2. William Johnson, «Radio-Canada and the History of Québec Nationalism», *The Gazette*, 29 and 31 January 1992.
3. Voir Michael Ignatieff, *Blood and Belonging. Journeys into the New Nationalism* (New York: Viking, 1993).
4. Esther Delisle, *The Traitor and the Jew. Anti-Semitism and extreme right-wing nationalism in Quebec from 1929-39* (Montreal/Toronto: Robert Davies Publishing, 1993).
5. Mordecai Richler, «A Reporter at Large: Inside/Outside», *The New Yorker*, September 23, 1991, pp. 40-92.
6. Mordecai Richler, *Oh Canada! Oh Quebec. Requiem for a Divided Country* (Toronto: Viking, 1992).
7. Pierre Ancil, «Québec antisémite? Non coupable!», *L'Actualité*, 1^{er} décembre 1991, 17-22; «Interlude of Hostility: Judeo-Christian Relations in Quebec during the Interwar period», in Alan Davies, ed., *Anti-Semitism in Canada: History and Interpretation* (Waterloo, 1992), 135-67.
8. Ramsay Cook, «Preface», *The Traitor and the Jew*, 14.
9. Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution. Liberalism versus neo-nationalism, 1945-1960* (Montréal-Kingston: McGill-Queen's University Press, 1985).
10. Voir Kenneth McRoberts, *Québec. Social Change and Political Crisis* (Toronto: McClelland and Stewart, 1988).